

A son paroxysme, la crise

REQUÉRANTS DÉBOUTÉS

Hier à l'aube, deux frères de Serbie-et-Monténégro jusqu'ici emprisonnés ont été expulsés. Cette application des mesures de contrainte a déchaîné les passions au Grand Conseil. Où la séance a été interrompue dans la confusion par le départ des élus de gauche.

Grégoire Nappey et Jean-Michel Jacot-Descombes

Publié le 13 avril 2005

» Les deux frères requérants de Serbie-et-Monténégro ont été expulsés hier. Ils étaient incarcérés à Frambois (GE), après l'échec d'une première tentative de renvoi. Alors que le Grand Conseil siégeait, la nouvelle a suscité un tollé chez les défenseurs des réfugiés. Les partis de gauche ont quitté le Parlement en pleine séance.

La journée avait pourtant commencé normalement hier au Grand Conseil. Jusqu'à ce que des élus de gauche, proches des milieux de défense des requérants déboutés, apprennent la nouvelle et la divulguent.

Sur le coup de 6h, les deux frères de Serbie-et-Monténégro incarcérés à Frambois (GE) depuis le 14 mars ont été extirpés de leur cellule par des policiers et conduits menottes aux poings à l'aéroport de Genève, où un petit avion loué pour l'occasion les attendait. Direction Podgorica en Serbie-et-Monténégro, en compagnie de plusieurs agents. Hier soir, ils étaient dans leur ville natale.

Ces dernières semaines, ces deux jeunes hommes de 24 et 25 ans ont défrayé la chronique à double titre. Ils ont été les premiers, parmi les 523 requérants déboutés, à subir les mesures de contrainte: une première tentative de renvoi avait échoué en mars. Et puis, ils ont déposé plainte pénale contre Henri Rothen, chef du Service de la population (SPOP). Motif: ce dernier a expliqué à des députés que les deux frères avaient un lourd casier judiciaire. Information finalement reconnue comme erronée, du bout des lèvres, par le Canton.

L'expulsion intervient alors que l'affaire liée au SPOP n'est pas close. Hier encore, à sa demande, l'avocat des deux requérants, Eduardo Redondo a notamment rencontré Henri Rothen pour négocier «l'obtention d'excuses et la libération de ses clients».

En outre, le Groupe d'analyse pour évaluer l'accompagnement au retour vient de rendre son rapport au Conseil d'Etat. Composé de députés et de représentants de la société civile, il propose des pistes à suivre non seulement sur le dossier des «523», mais aussi sur les problèmes de migrations. Dans ce contexte, selon leur orientation politique, les membres du groupe apprécient diversement l'expulsion. Si la socialiste Cesla Amarelle la juge «insensée», l'UDC Alice Glauser l'estime «justifiée», considérant que le groupe a planché sur les personnes les plus vulnérables bénéficiant du moratoire du Conseil d'Etat, et non sur les célibataires. La divergence illustre parfaitement ce qui s'est passé dans la journée au Grand Conseil. Plus l'heure avançait, plus on voyait les esprits s'agiter. A droite, pas matière à broncher. A gauche, on dénonce: «scandale», «dérive fascisante». Les socialistes préparent un communiqué: «Que la droite assume ses décisions, lance la

présidente cantonale Josiane Aubert. Il faut discuter de manière constructive, en toute sérénité.»

Le véritable clash viendra des Verts. En pleine séance, le président de groupe Georges Kolb veut prendre la parole pour dénoncer l'expulsion avant de quitter la salle avec ses collègues de parti. Mais l'objet n'est pas à l'ordre du jour, il ne peut être débattu. Confusion. La droite s'énerve. Mallette à la main, des élus de gauche sont déjà debout mais hésitent. «Bon, ben on s'taille?» lance un député. Finalement, la quasi-totalité des socialistes, populistes et Verts s'en vont. Du coup, le quorum n'est plus atteint et la séance est suspendue.

Le mot de la fin revient au conseiller d'Etat Jean-Claude Mermoud. Son calme contraste avec l'excitation ambiante. Pas question de lier ces mesures de contrainte à d'autres procédures «qui n'ont rien à voir». Plusieurs policiers, un avion affrété: les coûts sont à la charge de la Confédération. «J'assume. Le gouvernement ne fait qu'appliquer sa politique. Je suis déçu par l'attitude de la gauche car elle laisse place à de faux espoirs pour des gens qui ont déjà été assez promenés depuis des années. Il n'y a pas de solution miracle.»

© Edipresse Publications SA, tous droits de reproduction et de diffusion réservés.

[Conditions générales](#) | [Contacts](#) | [Copyright](#) | [Charte](#)